

tre de l'Agriculture (M. Fisher) mérite beaucoup de félicitations pour s'être occupé si activement de cette question, et je crois que les fonctionnaires de son département poursuivent leur travail d'après les données que je viens d'indiquer et qu'ils obtiendront, je l'espère, des résultats plus satisfaisants d'année en année.

La prospérité du Canada s'est accrue considérablement, grâce à la politique sage du Gouvernement actuel. Je lisais dernièrement une déclaration de M. George Parish, le rédacteur du "Statist" de London, au cours d'une conférence donnée récemment à New-York; il disait alors que les revenus de l'Angleterre avaient augmenté de \$20,000,000,000 qu'ils étaient en 1850 jusqu'à \$80,000,000,000 qu'ils sont à présent. Il disait aussi que la richesse des Etats-Unis, qui était d'environ \$10,000,000,000, en 1850, s'élevait maintenant à \$107,000,000,000; que nos voisins avaient emprunté \$6,000,000,000 sur les marchés du monde, alors que l'Angleterre avait prêté \$15,000,000,000 au cours des soixante dernières années.

Ces chiffres, il me semble, sont très significatifs et je me demande si jamais le Canada pourrait en citer de semblables. Sans doute, nous sommes un jeune pays, mais si nous examinons l'accumulation des épargnes dans nos banques, nous ne pouvons nous empêcher de constater que la richesse du Canada a augmenté sensiblement. Les honorables députés qui ont porté attention aux statistiques des banques du Canada apprécieront ce que je viens de dire. En 1896 les dépôts dans nos banques chartées et dans nos banques d'épargne représentaient une valeur de \$245,000,000. L'honorable ministre des Finances nous disait, l'autre jour, que le montant de ces dépôts était aujourd'hui de \$731,000,000. Nous constatons que l'actif de ces banques s'est accru dans une proportion semblable—de \$350,000,000 qu'il représentait en 1896, il s'élève aujourd'hui à plus de \$1,000,000,000. Cet argent doit certainement provenir de notre population, et si cette dernière possède assez de deniers pour pouvoir déposer \$731,000,000, on comprendra que nous trouvons là facilement de quoi acquitter notre dette nationale, construire le Transcontinental tout en réservant encore \$40 à la disposition de tout citoyen du Dominion.

D'après les statistiques fournies par le ministère de l'Agriculture nous avons \$2,800,000,000 placés dans les propriétés de ferme au Canada. Nous comptons 26,000 milles de chemins de fer, ce qui au coût estimatif de \$30,000 par mille, représenterait un placement d'environ \$780,000,000. Nous connaissons tous les développements qu'ont pris nos industries et nos fabriques; le montant de \$250,000,000 consacré à ces industries en 1896 s'est accru jusqu'à représenter aujourd'hui environ \$1,000,000,000. Si l'on considère l'évaluation des propriétés urbaines, et

si l'on tient compte de l'augmentation de richesses que démontrent les états fournis par Toronto, par Montréal, par Winnipeg et par d'autres grandes cités, nous commençons à nous former une idée approximative du développement du Dominion. C'est là le résultat dans une large mesure, tout au moins, de la politique sage et de progrès inaugurée par le Gouvernement en 1896 et suivie depuis lors. Je comprends parfaitement que tout artisan honnête dans ce pays contribue dans une certaine mesure à ce bien-être et à cette prospérité. Mais le Gouvernement actuel travaillant de concert avec la population du pays, favorise le développement de nos ressources et contribue à l'établissement de cette nationalité canadienne. J'espère que sur ces bases établies par le Gouvernement actuel s'élèvera un édifice qui subsistera toujours comme un monument de cette politique de sagesse et de progrès.

M. R. S. LAKE (Qu'Appelle): Monsieur l'Orateur, les amis du Gouvernement ont profité de cette discussion de l'exposé budgétaire pour faire un grand éloge du Gouvernement et des œuvres qu'elle avait accomplies. L'honorable député (M. Schell) qui vient de reprendre son siège a consacré près de deux heures à cette fin unique. Cela peut servir avec avantage comme littérature électorale dans les intérêts du parti au pouvoir dans la division d'Oxford-sud, mais je ne puis voir que cela serve beaucoup à la population du pays. A mon avis, l'utilité du Parlement s'impose dans une circonstance comme celle-ci, alors que les députés qui ont une critique à présenter des actes du Gouvernement peuvent profiter de cette circonstance et faire connaître ce qu'ils considèrent devoir être accompli dans l'intérêt du pays.

J'estime que si l'honorable député d'Oxford-sud (M. Schell) avait consacré quelques minutes du temps qu'il a pris cet après-midi à faire une critique quelconque—et il sait aussi bien que n'importe quel membre de cette Chambre que nombreux sont les points sur lesquels on peut blâmer le Gouvernement—ou s'il avait suggéré une attitude que les ministres devraient prendre dans l'intérêt du pays, il aurait, peut-être, rendu quelque service grâce aux observations qu'il aurait présentées à cette Chambre. Cela est conforme aux vœux que j'ai déjà exprimés au cours de plusieurs années déjà, alors que je critiquais légèrement les actes du cabinet et que j'offrais mon avis quand je jugeais que le Gouvernement devait agir dans l'intérêt du pays.

Dans certains cas le Gouvernement a suivi mes conseils. Je ne suis pas prêt à m'attribuer tout ce mérite; peu m'importe cela du moment que le pays bénéficie de l'attitude prise. C'est animé du même esprit que je